

# LE PARTI SOCIALISTE DANS LE SYSTÈME POLITIQUE FRANÇAIS

Rupture et intégration

Michel Winock

**Presses de Sciences Po** | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

2007/4 - n° 96

pages 11 à 21

ISSN 0294-1759

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2007-4-page-11.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Winock Michel, « Le parti socialiste dans le système politique français » Rupture et intégration, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/4 n° 96, p. 11-21. DOI : 10.3917/ving.096.0011  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Le parti socialiste dans le système politique français

## Rupture et intégration

Michel Winock

Le parti socialiste a connu en 2007 sa troisième défaite grave en quatorze ans : effondrement aux élections législatives de 1993, alors que son ancien premier secrétaire, François Mitterrand, est président de la République ; échec retentissant de Lionel Jospin à la présidentielle de 2002, rejeté dès le premier tour, alors qu'il vient de diriger le plus long ministère socialiste de l'histoire française (cinq ans) ; enfin, nouvelle et double défaite du parti en 2007 à la présidentielle et aux législatives. La crise du parti socialiste est avérée, et de tous les horizons de la rose des vents on parle de sa nécessaire *refondation*.

Cet appel à refaire un programme, à rénover un parti, à repartir sur de nouvelles bases est un phénomène récurrent dans l'histoire du socialisme français : 1905, 1920, 1946, 1969-1971, autant de références datées d'une volonté de restauration qui ont, toutes choses égales d'ailleurs, à peu près toutes le même sens, une volonté de ressourcement aux principes originels, lutte de classe et projet révolutionnaire. Cependant, une autre tendance du parti a défendu, par intermittence, une voie différente, celle d'une adaptation aux nouvelles réalités économiques, sociales, internationales – qu'il s'agisse des réformateurs « de droite », lecteurs d'Eduard Bernstein ou de Henri de Man, des participationnistes ou planistes, ou bien adeptes du Léon Blum d'*À l'échelle humaine*. À chaque reprise en main du parti, le discours « de gauche » s'est imposé. En 2007, après l'échec de Ségolène Royal à la présidentielle, ce même discours s'est ébauché à nouveau : la candidate socialiste aurait perdu parce qu'elle n'aurait pas été « suffisamment de gauche », parce qu'elle aurait révélé son « tropisme vers le centre ». Il appert que cette analyse pour beaucoup est de moins en moins crédible : l'identité même du parti socialiste est en jeu.

Le mouvement socialiste est par vocation révolutionnaire. Né de l'industrialisation de l'économie et de la formation de la classe ouvrière, il inscrit son existence dans le projet d'une société radicalement nouvelle, cette société sans classe annoncée par ses théoriciens, et spécialement par Marx. À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, « socialisme », « communisme », « collectivisme » sont des termes synonymes qui se réfèrent à la révolution prolétarienne destinée à en finir avec les moyens privés de production et le système capitaliste.

Cependant, le mouvement socialiste s'enracine aussi dans une réalité politique, sans doute variable selon les pays mais qui, de toute façon, conditionne son existence.

Dans certains cas, il devient la force déterminante de la démocratisation des institutions, tel l'établissement du suffrage universel. Dans un pays comme la France, il s'insère dans un système politique avancé, le régime républicain, qui se réclame lui-même de la Révolution. S'il n'a pas à se battre en faveur du suffrage universel, déjà établi, il peut avoir à livrer bataille contre les ennemis de la République, quitte à mettre provisoirement entre parenthèses sa propre lutte révolutionnaire.

Ainsi entre la radicalité doctrinale, le principe de la rupture, et la participation à la défense républicaine dans l'alliance avec des forces libérales, progressistes mais anticollectivistes, la hiérarchie des urgences ne fait pas toujours l'unanimité. Le cycle de l'affaire Dreyfus illustre cette contradiction. En 1898, l'unification des groupes socialistes est inachevée ; les choix politiques les divisent. Les uns, à l'instar de Jaurès, entrent dans la bataille dreyfusarde et dans la logique du Bloc des gauches, qui gagne les élections de 1902. Les autres, à la suite de Guesde, refusent de se mêler d'une querelle « bourgeoise », désireux qu'ils sont d'en rester sur le terrain proprement socialiste de la lutte des classes : « Il faut, déclare Guesde, sans se préoccuper des contingences de la politique courante, placer toujours les salariés en face du vrai, du seul problème social : le problème de la propriété et de sa transformation. » Le « ministérialisme », c'est-à-dire la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois – comme c'est le cas de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau en 1899 – concrétise la discorde entre les tenants de l'intransigeance et les partisans d'un compromis républicain dans la défense du régime. Cette tension entre deux tendances connaîtra bien des variations mais ne cessera pratiquement pas, jusqu'à nos jours.

Le congrès international d'Amsterdam en 1904 se montre décisif dans le procès d'unification entre intransigeants et modérés. Jaurès, dans sa volonté d'aboutir à l'unité, accepte les conditions qui lui sont imposées par Guesde et le SPD allemand<sup>1</sup>. De sorte que la naissance du parti socialiste SFIO au congrès de la salle du Globe en 1905 donne l'avantage à la ligne « lutte des classes » au détriment du compromis : « Le parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. »

Le parti pourrait participer aux élections, mais, une fois élus, les députés socialistes s'opposent à toute contribution à la domination de la bourgeoisie, repousseront toute participation ministérielle « conformément à l'ordre du jour Kautsky voté au Congrès international de Paris en 1900 », refuseront les crédits militaires

(1) La majorité du congrès d'Amsterdam avait approuvé la motion de Dresde de la social-démocratie allemande condamnant « de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes ». Jaurès faisait partie de la petite minorité qui lui était hostile.

et l'ensemble du budget. Il n'était plus question de conquête légale du pouvoir ou du « socialisme de gouvernement ». L'action de classe devait être la boussole du parti unifié.

Cette action de classe, cependant, souffrait de la séparation entre le parti socialiste et la CGT dirigée par les syndicalistes révolutionnaires. Contrairement à ce qu'on observait en Allemagne, en Autriche, dans les pays scandinaves, en Grande-Bretagne, il n'existait pas de lien organique ou contractuel entre le parti et le syndicat, quand bien même, localement, socialistes et syndicalistes pouvaient se prêter main forte. Cette séparation n'était pas seulement de l'ordre organisationnel ; elle était doctrinale. Le syndicalisme d'action directe de la CGT refusait la médiation politique ; pour lui, la révolution ne pouvait avoir lieu que sur le terrain économique, et son arme serait la grève générale. La méfiance à l'endroit de l'organisation politique sous l'affirmation d'autonomie des syndicats devait interdire au parti socialiste de devenir un parti de masse. Même après la scission syndicale de 1921, la CGT réformiste restera indépendante de la SFIO. Les socialistes firent de leur mieux pour garder le lien avec les syndicalistes, comme on le vit sous la présidence du Conseil de Clemenceau : entre 1906 et 1909, Jaurès combattit de toutes ses forces son ancien allié de l'affaire Dreyfus et soutint à la Chambre des députés les mouvements de grève et les manifestations auxquels le « Tigre » dut faire face.

Le principe de rupture avait pourtant ses limites. Dans la hiérarchie des urgences, la révolution passa au second rang lorsque les menaces de guerre nationale devinrent de plus en plus redoutables à partir de 1905 (Tanger). Jaurès prit la tête du mouvement pacifiste en France et au sein de l'Internationale socialiste. Mouvement qui se concrétisa en 1913 dans la bataille contre la loi des Trois Ans. Une bataille nécessairement menée avec des alliés qui n'étaient pas socialistes, empêcher la guerre « par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection ». L'action jaurésienne lançait ainsi des ponts entre le parti socialiste et la CGT, mais aussi entre les socialistes et les radicaux – ceux des radicaux du moins qui étaient hostiles aux Trois Ans. Jaurès, qui adhérait pleinement au projet collectiviste, n'en restait pas moins l'opérateur de la synthèse entre socialisme et république.

Paradoxalement, la guerre elle-même, que le mouvement pacifiste n'avait pas réussi à empêcher, accélérât le mécanisme de l'intégration. Au lendemain de l'assassinat de Jaurès et de la déclaration de guerre, le parti socialiste se rallie à l'Union sacrée, Jules Guesde et Marcel Sembat entrent au gouvernement présidé par René Viviani, aux côtés des élus du centre et de la droite. La défense de la nation prime alors sur la lutte de classe. L'observateur de Sirius pouvait alors prévoir la transformation du parti socialiste en parti « révisionniste », selon la

terminologie née avec le débat sur les thèses d'Eduard Bernstein, c'est-à-dire en parti de gauche réformiste, abandonnant son utopie révolutionnaire. Il n'en fut rien.

Deux faits contribuèrent au retour à une ligne de rupture : le caractère interminable d'un conflit meurtrier, qui relance le mouvement pacifiste, et la révolution russe, à l'origine de la scission interne du parti socialiste et à la fondation du parti communiste. Au long de l'année 1917, les opposants à l'Union sacrée ne cessent de se renforcer au sein du parti. Les socialistes refusent de participer au gouvernement Painlevé ; ils se montrent les adversaires résolus de son successeur, Clemenceau. Ce retrait sur l'Aventin n'empêche pas les élus socialistes de soutenir l'effort de guerre, mais, dès l'armistice signé, les socialistes s'isolent. Aux élections de 1919, partis seuls à la bataille, ils essuient un net échec, le nombre des sièges acquis ou conservés passant de cent à soixante-huit. Lors du congrès de Strasbourg de février 1920, la majorité condamne « les coalitions de toute nature avec la bourgeoisie et spécialement les coalitions ministérielles qui, pendant la guerre et après la guerre, ont fonctionné dans la plupart des pays européens ». Cette ligne dure est confirmée au congrès de Tours de décembre 1920, qui voit la majorité du parti adhérer aux vingt-et-une conditions d'entrée dans l'Internationale communiste fondée deux ans plus tôt par Lénine.

Ce départ entre communistes et socialistes aurait pu être l'occasion de trancher entre révolutionnaires et réformistes, les uns adhérant au parti communiste, les autres à la SFIO. Ce ne fut pas le cas. Les minoritaires, restés dans la « vieille maison », selon la formule de Léon Blum, avaient refusé le bolchevisme mais nullement remis en cause la *doxa* marxiste. Même leur volonté fut de ne rien céder, sur le terrain doctrinal, aux communistes qui eurent tôt fait pourtant de les traiter en ennemis de classe, particulièrement entre 1928 et 1934, lorsque le Komintern fixa sa ligne « classe contre classe ». « Social-traîtres », « social-fascistes », les socialistes étaient devenus, en France comme en Allemagne, les ennemis désignés du mouvement communiste. Mais ce ne fut pas encore l'occasion pour la SFIO de réviser sa doctrine. Léon Blum réaffirmait les principes du socialisme révolutionnaire, y compris la dictature du prolétariat<sup>1</sup>.

Cependant, reprenant force, les socialistes acceptaient un accord avec les radicaux en vue des élections de 1924. Le Cartel des gauches l'emporta, mais les socialistes n'acceptaient nullement la participation gouvernementale. Le « soutien sans la participation », telle était la formule. Socialistes et radicaux avaient en effet des ennemis communs, mais, écrivait Léon Blum, à la différence des radicaux « la lutte de classes et la dictature du prolétariat [...] sont restées pour nous des idées

(1) Voir Gilbert Ziebur, *Léon Blum et le Parti socialiste*, Paris, Armand Colin, 1967.

actives<sup>1</sup> ». Le mode de scrutin des élections, uninominal à deux tours, commandait les alliances ; il n'imposait pas de programme commun. La question néanmoins était posée : que feraient les socialistes dans le cas où ils seraient vainqueurs aux élections ? C'est alors, en 1926, que Léon Blum forgea sa théorie quelque peu amphigourique de la distinction entre *conquête* et *exercice* du pouvoir – qu'il complètera plus tard par le concept d'*occupation*. La conquête est révolutionnaire ; l'exercice du pouvoir en régime capitaliste reste dans la légalité et a pour finalité une politique réformiste la plus favorable aux prolétaires. Un coin était ainsi enfoncé dans la rigidité de la doctrine de rupture. La journée du 6 février 1934, le changement de ligne voulu par Staline prenant conscience du danger allemand furent à l'origine du rapprochement entre socialistes et communistes, signataires d'un pacte d'unité d'action en juillet 1934 ; un peu plus d'un an plus tard, le parti radical-socialiste rejoignait le Rassemblement populaire. Le programme de celui-ci, résolument antifasciste et réformiste, fut dépassé après la victoire électorale de la gauche unie en avril-mai 1936 du fait de l'immense mouvement social qui le suivit. La transformation de la société française pouvait se faire par la loi, quand les élus étaient soutenus par les masses ouvrières. Malgré l'extrême tension entre la gauche au pouvoir et les oppositions de droite, malgré les appels gauchistes (de Marceau Pivert et des trotskistes) à la rupture, le Front populaire fut une révolution sociale tranquille, avant d'être bloquée par l'opposition en son sein des radicaux. En dépit de cet échec final, et bien que pour les pivertistes (Colette Audry, Daniel Guérin), il avait été une « révolution manquée », le Front populaire restera pendant des décennies la référence de la gauche en quête d'unité et de réformes sociales profondes : une politique de gauche n'était pas incompatible avec le respect du régime parlementaire.

La guerre et l'après-guerre intégrèrent un peu plus les socialistes dans le système politique français qui allait donner naissance à la Quatrième République. La participation gouvernementale n'était plus un tabou, même les communistes l'acceptaient – du moins jusqu'au début de la guerre froide qui devait les marginaliser. La guerre froide elle-même poussa le parti socialiste dans des alliances de Troisième Force, et plusieurs présidents du Conseil et le président de la République lui-même, Vincent Auriol (1947-1954), furent choisis dans ses rangs.

Au demeurant, le parti socialiste, sous la houlette de Guy Mollet, son secrétaire général depuis 1946, n'avait nullement fait l'*aggiornamento* doctrinal auquel certains, comme Léon Blum, Daniel Mayer ou André Philip, avaient songé au lendemain de la guerre. La « thèse » marxiste demeura inchangée, en parfaite contradiction avec une pratique parfois très droitrière, comme ce fut le cas pendant la guerre d'Algérie sous la présidence du Conseil de Guy Mollet. La nature schizoïde de la

(1) Voir Léon Blum, *Radicalisme et Socialisme*, Paris, Librairie populaire du Parti, 1927.

SFIO n'avait jamais été aussi éclatante. La rupture révolutionnaire demeurait la finalité théorique et lointaine du parti tandis que l'intégration au système républicain était, semblait-il, consommée dans un mélange d'anticommunisme, de nationalisme colonial, et de réformisme affirmé – que résuma l'expression d'Alexander Werth : le « national-molletisme ». On doit cependant corriger cette expression polémique par le fait que Guy Mollet engagea son parti et la France dans la construction européenne : c'est sous son gouvernement que fut signé le traité de Rome en 1957.

La chute de la Quatrième République, le retour au pouvoir du général de Gaulle, la fin de la guerre d'Algérie, autant de faits qui accusèrent le déclin du parti socialiste et qui auraient pu être une nouvelle occasion de refondation « au-delà du marxisme ». En 1959, en son congrès de Bad Godesberg, les Allemands montraient la voie : à la lumière de la dictature soviétique et dans une conjoncture de croissance dont profitaient tous les pays occidentaux, la révolution cessait d'être l'aspiration des sociaux-démocrates. Mais la SFIO, fort peu soucieuse des considérations de doctrine, était surtout occupée de redresser ses forces politiques en face du gaullisme triomphant. La descente aux enfers s'accéléra jusqu'à la déroute de 1969, lorsque Gaston Defferre, candidat du parti socialiste, obtint à peine 5 % à l'élection présidentielle qui avait suivi la démission du général de Gaulle. On ne pouvait plus reculer, il fallait de toute nécessité refonder le parti.

Cette refondation attendue eut lieu en 1971, au congrès d'Épinay, qui vit l'entrée dans le nouveau PS (lancé en 1969 au congrès d'Alfortville) de François Mitterrand et l'accession simultanée de celui-ci au poste de premier secrétaire. Tout se passe alors comme si pour la majorité le déclin du parti est imputable à l'éloignement de ses assises doctrinales originelles. Refaire le parti socialiste, c'est le refaire nécessairement « à gauche », à l'abri des compromis qui l'ont défiguré et enfoncé dans la défaite. Deux moteurs agissent en faveur de ce sinistrisme. Le premier est d'ordre stratégique. L'échec en 1965 de Gaston Defferre dans sa volonté d'alliance centriste au moyen d'une « Grande Fédération » réunissant la SFIO et le MRP a laissé la voie libre à une autre ligne, alliance avec le parti communiste, favorisée par le contexte international de la « détente ». L'élection présidentielle de 1965 a montré la voie, quand les communistes ont renoncé à présenter leur propre candidat et défendu la candidature de François Mitterrand. Cette alliance avec le PCF implique un programme commun qui va dans le sens de la rupture. Le second moteur qui y pousse est la conjoncture idéologique des lendemains de Mai 68. On assiste alors à une résurgence de l'idéologie marxiste et révolutionnaire sous de multiples formes (journaux, éditions, groupuscules, enseignement...) : refonder le parti socialiste dans ce contexte encourage ses protagonistes à réaffirmer sa vocation révolutionnaire. Le congrès d'Épinay voit celui qui allait en sortir premier secrétaire du parti et qui n'était « socialiste » que

par vocation tardive tenir le discours de la radicalité : nul n'avait place dans le nouveau PS, déclarait-il en substance, qui refusait la « rupture » avec le capitalisme. L'année suivante, en 1972, le programme commun de gouvernement était signé entre le PS et le PCF.

La dislocation de l'union de la gauche en septembre 1977 aurait pu être une nouvelle occasion de révision, mais le congrès de Metz de 1979 voit la défaite des « modernisateurs » derrière Michel Rocard et le maintien du programme de rupture. Le *Projet socialiste* de 1980 affirme : « Il ne s'agit pas pour nous d'aménager le système capitaliste mais de lui en substituer un autre. » La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981, suivie de la formation d'un gouvernement Pierre Mauroy où prenaient place plusieurs ministres communistes, mettait le parti socialiste au pied du mur. Or sa volonté de rupture ne se produit nullement. Installé dans un cadre constitutionnel féroce critiqué par François Mitterrand dès l'établissement de la Cinquième République, le nouveau président n'émet aucune velléité de changer les institutions. Les aspirations à la rupture conduisent à un train législatif certes important, dont les nationalisations sont le signe le plus flagrant, mais, au bout de dix-huit mois d'exercice et trois dévaluations, le gouvernement socialiste rentre dans la norme face aux contraintes internationales : le socialisme en un seul pays est impossible.

L'échec de la rupture étant avéré, l'année 1983 marque un retour de fait à l'exercice du pouvoir en régime capitaliste. Nul renouvellement de doctrine n'est envisagé. Le retour du franc dans le système monétaire européen, la réhabilitation explicite qui suivra de l'entreprise, du marché, de la Bourse, toute cette contradiction avec les perspectives du Projet socialiste est interprétée comme l'effet de la contingence. Une « parenthèse ». Ce n'est que pendant le second mandat présidentiel de François Mitterrand que le parti socialiste, aiguillonné par le courant de Michel Rocard, Premier ministre de 1988 à 1991, entreprend une démarche révisionniste, préconisant « une société solidaire en économie de marché ». De son côté, François Mitterrand, sans remettre en cause les fondements doctrinaux du parti, pèse de tout son poids en faveur d'une politique européenne qui les contredit. Le référendum de septembre 1992 sur le traité de Maastricht et la courte victoire du « oui » pouvaient prélude à la refondation nécessaire. Cependant, le « non » avait été majoritaire dans les milieux populaires, et l'effondrement électoral des socialistes aux législatives de 1993, suivi en 1994 par l'échec de la liste socialiste conduite par Michel Rocard aux élections européennes, relançaient le balancier à gauche. C'est ce que préconisait le nouveau premier secrétaire, Henri Emmanuelli, qui fit admettre l'opposition du parti au libéralisme lors du congrès de Liévin d'octobre 1994. Pourtant, au même congrès, la candidature d'un « social-démocrate » affirmé, d'un réformiste, Jacques Delors, prend consistance. La dichotomie interne est manifeste : l'idéologie suit une logique qui n'est pas celle de la politique.



L'émergence d'un nouveau *leader*, Lionel Jospin, choisi par les militants au détriment de Henri Emmanuelli pour être candidat à la présidentielle de 1995, ouvre une nouvelle ère d'intégration. Obtenant un résultat inattendu, plus de 47 % des voix au second tour après être arrivé en tête au premier, Lionel Jospin bénéficie de la dissolution de l'Assemblée en 1997 suivie par la victoire de la gauche aux législatives. Premier ministre inattendu dans une nouvelle cohabitation, la conduite politique de l'ancien trotskiste témoigne de l'adaptation du parti socialiste au système politique français. Les réformes les plus importantes auxquelles il procède (le PACS, la parité, les 35 heures) s'affirment comme des mesures de gauche dans une économie de marché et de libre entreprise – selon la formule du Premier ministre : « Oui à l'économie de marché ; non à la société de marché. » Des privatisations témoignent de la renonciation à l'économie administrée. On peut penser que le PS est devenu un parti « social-démocrate » à l'instar des autres partis de gauche en Europe, quand bien même le terme de « social-démocratie » n'est pas historiquement le plus précis et que, précisément, les partis sociaux-démocrates (et le parti travailliste en Grande-Bretagne) remettent en cause leur propres fondements dans l'ère de la « désindustrialisation » et de la globalisation de l'économie. Quoi qu'il en soit, la mandature de Lionel Jospin qui dure cinq ans semble bien annoncer la mue identitaire du PS. Cependant, tout est remis une nouvelle fois en cause par le terrible échec de Lionel Jospin à l'élection présidentielle de 2002.

Cet échec est interprété par les uns comme l'effet d'une inattention des socialistes aux problèmes de l'insécurité (dégradations des immeubles, délinquance, incendies de voitures, atteintes aux personnes physiques...), dont les milieux populaires sont les victimes en première ligne. Jacques Chirac et la droite ont largement utilisé l'anomie des « banlieues » et la peur pour se poser en champions de l'ordre négligé par les socialistes. Mais une autre interprétation court au sein du PS, selon laquelle le parti ne s'est pas suffisamment affirmé à gauche et de gauche. La reconquête des couches populaires passe par la rupture avec le libéralisme. Le référendum sur le traité constitutionnel du 29 mai 2005 renforce les tenants de cette thèse. Bien qu'une petite majorité de militants aient ratifié le vote « oui » au traité comme le préconisait la direction du parti, à l'exception de Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon, Arnaud Montebourg, la victoire du « non » révèle une fois encore que le PS n'a plus prise sur les classes populaires, dont la majeure partie a refusé de le suivre. En s'appuyant sur cette réalité et sur le fait que la gauche de la gauche – trotskistes, altermondialistes, communistes – ont appuyé le « non » de toute leur force militante, la gauche interne du PS croit possible de reconstituer une union de la gauche sur la base de l'antilibéralisme. Le parti socialiste se trouve ainsi de nouveau profondément divisé. François Hollande, à défaut de proposer les principes d'une refondation nécessaire au

risque d'une scission, met tout son effort à recoller les *membra disjecta* de son parti dans une médiocre « synthèse » qui assure l'unité du PS, et que votera finalement le congrès du Mans de 2006.

La désignation de Ségolène Royal comme candidate du parti socialiste pour l'élection présidentielle de 2007 marque l'échec des partisans de la rupture, Laurent Fabius n'obtenant des militants que 18 % des voix. Il est devancé par Dominique Strauss-Kahn, qui plaide explicitement pour une refondation « sociale-démocrate dans une économie mondialisée ». L'adhésion de nombreux nouveaux militants favorise Royal et révèle l'espérance d'un changement de la part de l'électorat socialiste. Royal ne fait pas campagne sur le thème de la rénovation nécessaire, quoique celui-ci soit implicite dans la marginalisation des cadres du PS qu'elle s'efforce d'accentuer au long de sa campagne. En obtenant au premier tour plus de 25 % des voix, qui la qualifient pour le second, elle atteint un des meilleurs résultats d'un candidat socialiste à la présidentielle. Son échec final face à Nicolas Sarkozy remet au jour les querelles de personnes qui n'ont pas cessé au PS, mais il est suivi par la demande de la refondation. Moins évasif que Ségolène Royal, Dominique Strauss-Kahn en affirme la nécessité : « Nous sommes en effet au bout, tout au bout même, du cycle que François Mitterrand avait ouvert à Épinay en 1971. Tout doit être repensé. Nous devons réinventer un projet en partant des réalités d'aujourd'hui : par exemple la montée de la mondialisation et de l'individualisme. Nous devons reformuler nos propositions en ayant pour seul souci de savoir si elles seront efficaces pour les Français, et non pas si elles sont conformes aux dogmes anciens<sup>1</sup>. » Jean-Marc Ayrault, président du groupe parlementaire socialiste sortant, l'appuie en annonçant au *Monde* du 12 mai 2007 « la fin du cycle d'Épinay ».

Le parti socialiste sortira-t-il du vide idéologique où l'a entraîné la contradiction entre sa fidélité à ses fondements doctrinaux et sa pragmatique du pouvoir ? Depuis ses origines, une tension s'exerce, jusqu'ici insurmontée, entre son imaginaire utopique et l'impératif des réalités. Dans une France sociologiquement très différente de celle où il est né, le parti socialiste ne peut plus se poser en parti de la classe ouvrière ; dans un temps où il n'est plus question de combattre la mondialisation, mais de s'y adapter au mieux des intérêts populaires, le parti socialiste aura du mal à tenir une ligne antilibérale à laquelle poussent ses alliés ou pseudo-alliés de l'extrême gauche. La déroute de ceux-ci, plus encore aux législatives qu'à la présidentielle, pousse logiquement le PS vers l'alliance au centre. L'adaptation à son temps est néanmoins redoutée en ce qu'elle risque d'anéantir l'identité

(1) *Le Parisien*, 3 juin 2007. De manière plus approfondie, le même Dominique Strauss-Kahn, expose dans trois numéros successifs du *Nouvel Observateur* (31 mai, 7 juin, 14 juin 2007), les « frontières d'une social-démocratie enfin assumée ».

socialiste. Tel est sans doute le cœur du problème. Le congrès de Bad Godesberg devenu la référence de l'*aggiornamento* a su préserver, au moins pour le moment, l'identité du SPD. C'est que celui-ci est lié de près à un syndicalisme qui, pour autonome qu'il soit, est largement solidaire du parti. De la même façon, la « troisième voie », théorisée en Grande-Bretagne par Anthony Giddens et suivie par Tony Blair, est possible grâce au soutien des syndicats. Le parti socialiste en France est faible, car ses adhérents sont peu nombreux et ses relais organisationnels dans la société civile, limités. Renoncer à l'héritage marxiste, quand bien même le marxisme a cessé d'inspirer l'ensemble du parti ; renoncer à l'union de la gauche, accepter la perspective d'une alliance au centre, c'est risquer de perdre sa raison d'être. La nouvelle défaite électorale de 2007 annonce-t-elle une refondation ou un simple remodelage ?

Le PS est de fait largement intégré dans le système politique français. Dès le congrès de Toulouse de 1908, qui vit Jaurès prendre sa revanche sur Guesde, on peut suivre les étapes de cette intégration, de l'union sacrée de la Grande Guerre à l'acceptation du régime de la Cinquième République, et à son affirmation indiscutable comme seul parti possible de l'alternance à gauche. De plus, le maillage étroit des municipalités, des conseils généraux, des conseils régionaux, dont il a la charge enracine encore plus aujourd'hui qu'hier le PS, ce parti d'élus, dans la réalité de la vie collective. Pourtant, chaque recul électoral, chaque défaite politique, tend à réactiver en son sein la tendance au retour aux sources doctrinales, le marxisme de jadis, l'antilibéralisme d'aujourd'hui. Désireux d'une fidélité à son histoire en même temps que d'une affirmation identitaire, les socialistes se sont régulièrement retrempez dans les eaux lustrales de la rupture. Vis-à-vis de leur gauche (communiste ou gauchiste), longtemps ils n'ont pu surmonter le « complexe de Tours » ; depuis 1971, c'est la refondation d'Épinay qui leur a servi de référence. L'intégration était la réalité, la rupture est restée l'idéal. L'effondrement du communisme, les programmes des autres partis socialistes européens, les sévères défaites électorales en chaîne, rien n'a pu modifier la nature schizoïde du PS. Après le nouvel échec de 2007, sommes-nous arrivés, comme le dit et le souhaite Dominique Strauss-Kahn, à la « fin du cycle d'Épinay » ? Quelle est la place, quelle doit être la ligne d'un parti de gauche dans une économie de marché mondialisée ; comment mettre en œuvre les valeurs de justice et de cohésion sociale dans une culture individualiste dominante ? La nécessité de répondre à ces questions appelle un travail théorique laissé jusqu'à présent en friche.

Les psychologies y ont leur part. Une petite scène de la campagne des législatives de 2007 pourrait illustrer le malaise socialiste. Le samedi 2 juin, au marché du cours de Vincennes dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un membre du parti des travailleurs, fort des 0,34 % de voix obtenues par son candidat à la présidentielle, lance aux militants socialistes présents : « Osez chanter *L'Internationale*,

mais osez<sup>1</sup> ! » La gêne est évidente chez ceux qui sont interpellés, pris en tenaille entre deux audaces : celle de chanter *L'Internationale* et celle de ne plus la chanter.

Au lendemain du second tour des législatives du 17 juin, les socialistes pouvaient se féliciter d'une remontée inespérée, près de cent quatre-vingt-dix sièges dans la nouvelle Assemblée – ce qui était mieux qu'en 2002. Dès lors, on se demanda sur les ondes et dans la presse si ce rebond électoral n'allait pas remettre aux calendes grecques la refondation attendue. Le premier secrétaire François Hollande déclarait au *Monde* : « Depuis longtemps, les socialistes ont fait leur *aggiornamento* sur l'économie, c'est une plaisanterie de dire le contraire. Comme si nous n'avions pas reconnu depuis 1981 l'économie de marché et obtenu des résultats sur la désinflation, la croissance et l'emploi ! » (19 mai) Une telle affirmation ne préfigurait-elle pas le prolongement du statu quo ? François Hollande ajoutait cependant : « Mais cette fois, il faut agir dans un cadre d'économie mondiale, clarifier le rôle de l'État sans le priver de moyens, concilier souplesse pour les entreprises et stabilité pour les salariés, utiliser l'impôt sans en faire un frein à l'initiative. » Sans parler de « la fin du cycle d'Épinay », le premier secrétaire du parti socialiste la confirmait implicitement. Une totale déroute électorale aurait peut-être, une nouvelle fois, encouragé le raidissement doctrinal ; la bonne tenue du PS dans ces élections pourrait lui permettre sa sortie explicite et définitive de l'idéologie de rupture pour assumer pleinement son intégration dans le système démocratique à l'exemple des autres grands partis de gauche européens. Mais rien n'est fait. Le Conseil national du parti, dont la réunion s'est tenue le 23 juin 2007, en l'absence de Ségolène Royal, a surtout démontré les divisions du PS, et l'on peut se demander jusqu'à quel point ces graves discordes en son sein ne reculeront pas encore l'échéance de la refondation attendue par beaucoup.

Georges Lavau avait proposé, dans les années de la république gaullienne, la notion de « fonction tribunitienne » pour définir le rôle du PCF dans le système français : un grand parti de protestation sans vocation au pouvoir. Le défi du 21<sup>e</sup> siècle lancé au PS est de donner une cohérence doctrinale au parti de gouvernement qu'il est devenu s'il ne veut pas être réduit à son tour, à l'échelle nationale, à cette fonction tribunitienne, comme si la droite avait la vocation à l'exclusivité du pouvoir d'État.

---

**Michel Winock** est professeur émérite des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a notamment publié *La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques 1871-1968* (Calmann-Lévy, 1986, et Seuil, 1987), *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France* (Seuil, 1990), *Le Socialisme en France et en Europe* (Seuil, 1992), *Le Siècle des intellectuels* (Seuil, 1997), *La France et les juifs de 1789 à nos jours* (Seuil, 2004), *Le 13 mai 1958. L'agonie de la IV<sup>e</sup> République* (Gallimard, 2006), *Clemenceau* (Perrin, 2007).

---

(1) *Le Monde*, 5 juin 2007.